



les jeunes

NOTE DE POLITIQUE

Améliorer les conditions de vie des jeunes femmes et hommes en milieu rural: le moyen le plus durable de progresser vers un avenir plus radieux

NOTE DE POLITIQUE

Améliorer les conditions de vie des jeunes femmes et hommes en milieu rural: le moyen le plus durable de progresser vers un avenir plus radieux¹

“La clé pour répondre aux besoins alimentaires futurs à l’échelle du globe – et pour lutter contre la faim et la pauvreté concentrées dans les zones rurales – consiste à créer un environnement encourageant et aidant les jeunes femmes et hommes à demeurer dans leurs communautés. Ils ont besoin de perspectives pour améliorer leur propre vie, pour accéder à un travail décent et rechercher la prospérité.”

Kanayo F. Nwanze, Président du FIDA

L’agriculture mondiale sera appelée à répondre à une croissance d’environ 60% de la demande en produits agricoles d’ici à 2050², et elle devra également surmonter les défis liés au changement climatique et à la dégradation des ressources naturelles. Dans ce contexte, investir dans la prochaine génération de producteurs agricoles devient un impératif incontournable. Les jeunes ruraux seront les acteurs-clés, les moteurs de la transformation du monde rural et de la lutte contre la pauvreté. Cependant, les communautés rurales ne tirent pas encore pleinement avantage de cette importante ressource. Le manque de perspectives d’emploi décents en zone rurale est une des raisons de l’exode sans précédent de jeunes ruraux. Face aux changements en cours des conditions de vie et de travail en zone rurale (Encadré 1), il devient toujours plus urgent d’offrir aux jeunes ruraux la possibilité de contribuer au développement de leur communauté et de gagner décemment leur vie dans les secteurs tant agricoles que non agricoles.

Quelques faits marquants concernant les jeunes ruraux

- La population mondiale des jeunes âgés de 15 à 24 ans dépasse déjà le milliard. Le nombre de jeunes vivant dans les régions développées diminue mais il augmente dans les régions en développement³.
- Environ 85% des jeunes du monde vivent dans des pays en développement et les prévisions indiquent que ce chiffre devrait bientôt atteindre 90%. La majorité des jeunes vit dans les zones rurales en Afrique subsaharienne, en Asie Centrale et du Sud, en Asie du Sud-Est et en Océanie⁴.
- La plupart des jeunes ruraux travaillent dans l’agriculture familiale et dans le secteur informel caractérisés par la faiblesse des revenus et des productivités, par de mauvaises conditions de travail, par l’absence de protection sociale, par des perspectives d’avancement limitées et par l’absence de dialogue social⁵.
- Les enfants et adolescents en milieu rural ont plus de difficultés à fréquenter l’école. Ce phénomène est encore plus marqué pour les jeunes femmes et les filles à cause des disparités liées au sexe (division du travail au sein du ménage et normes culturelles).

1 Rédigée par Rosemary Vargas-Lundus et David Suttie, Département de la Stratégie et de la Gestion des Savoirs du FIDA, avec des contributions de la Division des Politiques et du Conseil Technique et des Divisions Régionales du Département de Gestion des Programmes.

2 Graziano da Silva, J., Directeur-Général de l’Organisation des Nations Unies pour l’Alimentation et l’Agriculture (FAO), discours d’ouverture pour la Conférence de The Economist: “Nourrir le monde en 2050”, 8 février 2012, Genève.

3 Pour plus d’informations sur la démographie des jeunes, voir <http://social.un.org/index/Youth/FAQs.aspx>

4 <http://social.un.org/index/Youth/FAQs.aspx>

5 BIT, Déclencher le développement rural par l’emploi et le travail décent: un besoin urgent et pressant d’investissement (Genève, 2011).



©FIDA/GMB Akash

Encadré 1. Les nouvelles dynamiques de travail et de vie en milieu rural

Les dynamiques de travail et de vie en milieu rural sont en évolution et de nouvelles approches sont nécessaires pour répondre aux défis et aux opportunités actuels. La portée et la nature des facteurs en cause varient selon la diversité des conditions locales. Dans une plus ou moins grande mesure, ces facteurs orienteront les choix de vie des jeunes ruraux aujourd'hui et dans l'avenir. Ils comprennent:

1. Evolution de la demande en produits agricoles:
 - Changements de comportement des consommateurs et évolution de leurs revenus,
 - Croissance de la demande en produits agricoles pour des fins non alimentaires, comme les biocarburants,
 - Prix des denrées alimentaires croissants et toujours plus volatiles.
2. Evolution des conditions de production et de vente des produits vivriers:
 - Importance croissante des marchés domestiques et régionaux par rapport au commerce international,
 - Normes alimentaires plus sévères,
 - Evolution des besoins au sein des filières en termes d'organisation et de logistique,
 - Changement climatique et dégradation des ressources naturelles,
 - Croissance démographique, appropriation du foncier et pénurie de terre.
3. Nouvelles opportunités dans la conduite des affaires:
 - Croissance des investissements publics et privés dans l'agriculture,
 - Emergence de technologies novatrices favorables à l'environnement et de sources d'énergie renouvelables,
 - Croissance du secteur non agricole dans les zones rurales,
 - Émergence des technologies de l'information et communication (TIC) et multiplication des liens entre les zones rurales et le milieu urbain.
4. Impacts sur l'agriculture et les zones rurales:
 - Concentration du foncier dans certaines zones en raison de l'appropriation des terres,
 - Fragmentation des exploitations dans certaines zones du fait de la pression démographique et de la dégradation des sols,
 - Urbanisation rapide,
 - Extension des zones péri-urbaines.

- Le travail des enfants est omniprésent en milieu rural, compromettant leurs perspectives de développement. Environ 60% du total des enfants qui travaillent sont occupés dans le secteur agricole, souvent dans des conditions dangereuses⁶.
- L'exode des jeunes ruraux, bien que difficile à quantifier précisément⁷, génère une augmentation rapide de l'urbanisation et de la pression sur le marché du travail urbain déjà saturé. Cela favorise l'augmentation des emplois informels où les jeunes migrants – surtout les femmes – sont sujets à l'exploitation.
- Malgré l'attention croissante accordée à la problématique de l'emploi dans le cadre des politiques nationales et mondiales, les besoins des jeunes femmes et hommes vivant en milieu rural sont souvent négligés. A titre d'exemple, une récente analyse a révélé que 10% seulement des initiatives de la Banque mondiale ayant pour but de favoriser l'emploi des jeunes ont ciblé les jeunes ruraux⁸.

Pourquoi faut-il investir en priorité dans les jeunes ruraux, femmes et hommes?

- Un emploi décent est une des conditions indispensables pour l'intégration sociale des jeunes⁹. Il favorise des bénéfices pour la société comme la stabilité, l'égalité et le développement durable.
- La capacité des jeunes ruraux (surtout des jeunes femmes) à contribuer au développement et à la transformation du milieu rural reste largement inexploitée et leurs potentialités ne sont pas reconnues.
- Les approches nécessaires pour moderniser l'agriculture, adapter des technologies durables, créer des entreprises agricoles et non agricoles dynamiques et nouer des liens avec les marchés urbains conviennent particulièrement à l'énergie des jeunes gens, à leur capacité d'innovation et à prendre des risques.
- Pour favoriser la croissance économique et catalyser une transformation structurelle en milieu rural, il est indispensable de donner l'opportunité aux jeunes d'exprimer leurs talents et de les appliquer de manière productive dans le milieu rural.
- Pour faire face aux défis en matière d'emploi des jeunes en général, il faut répondre au besoin d'emplois décents des jeunes ruraux, car l'exode rural porte à la saturation du marché du travail en milieu urbain et à la dégradation des perspectives de travail des jeunes chômeurs urbains.
- Le coût d'un manque de création d'opportunités pour les jeunes est potentiellement énorme en termes de capacités de développement non exploitées, d'exclusion sociale, de tensions, de criminalité et de violence.

6 *Decent rural employment for food security: A case for action* (L'emploi rural décent pour la sécurité alimentaire: exemple pour l'action) (FAO, Rome, 2012).

7 On estime que la population urbaine des pays en développement passera de 2,7 milliards en 2011 à 5,1 milliards en 2050 (UN DESA "World Urbanisation Prospects: The 2011 Revision", New York, 2012)

8 Puerto, O.S., *Labor Market Impact on Youth: A Meta-analysis of the Youth Employment Inventory* (Marché du travail et impact sur la Jeunesse: une méta-analyse de l'inventaire de l'emploi des jeunes) (Banque mondiale, Washington DC, 2007), page 8.

9 Selon la définition de l'OIT proposée en 1999 et ensuite adoptée par le système des Nations Unies, le terme "travail décent" fait référence à une occupation productrice menée dans des conditions de liberté, équité, sécurité et dignité humaine. L'approche fondée sur ce concept comprend quatre piliers: i) la création d'emplois; ii) la garantie des droits sur le lieu de travail; iii) l'extension de la protection sociale; et iv) la promotion du dialogue social. L'élimination des déficits à ces égards est susceptible d'ouvrir diverses voies à la réduction de la pauvreté. (OIT, "Promotion de l'emploi rural pour réduire la pauvreté", Genève, 2008 http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_norm/---relconf/documents/meetingdocument/wcms_092055.pdf). http://www.ilo.org/youthmakingithappen/PDF/rep-vi_fr.pdf

Les défis et problèmes à surmonter

Les jeunes sont rarement invités à participer aux processus de prise de décision et leurs capacités sont souvent sous-estimées

Les jeunes sont généralement perçus comme des bénéficiaires passifs d'appuis et non pas comme de véritables acteurs capables de résoudre des problèmes. Ainsi, ils sont rarement inclus dans les processus de prise de décision ou les débats et ils doivent souvent surmonter des a priori négatifs concernant leurs capacités et connaissances. Ces situations se ressentent dans les processus de formulation des politiques et de planification, qui sont donc généralement peu sensibles aux besoins des jeunes. La sous-estimation de la capacité des jeunes se traduit également en barrières limitant leur participation aux activités entrepreneuriales.

Les jeunes ruraux sont généralement négligés dans le cadre de la planification du développement

Les politiques et la planification en milieu rural, surtout pour ce qui est du secteur agricole, souffrent d'un manque de données contextualisées sur la diversité des aspirations des jeunes, femmes et hommes¹⁰. La pénurie de données (génériques ou au niveau des projets) sur les jeunes ruraux en tant que catégorie séparée¹¹, rend difficile l'analyse des défis auxquels ils font face et donc l'adoption de solutions appropriées. Les données sur le marché du travail en milieu rural sont généralement peu nombreuses et rarement ventilées par âge et sexe. En outre, les jeunes femmes et hommes qui vivent en milieu rural sont rarement informés sur les programmes ciblant les jeunes. Ils ont également du mal à participer aux initiatives de développement des jeunes, car celles-ci visent plutôt des publics urbains.

Le manque d'accès à certains biens et services limitent les opportunités qu'ont les jeunes ruraux de se construire des conditions de vie décentes

Les jeunes ruraux font face à des obstacles en ce qui concerne l'accès à la terre et aux services financiers. Il faut surmonter ces contraintes pour créer des opportunités de travail décent pour les jeunes femmes et hommes en milieu rural. La capacité des jeunes à jouer un rôle dans les filières est limitée par leur manque d'expérience en commercialisation, leur naïveté, leur manque d'organisation et de porte-paroles. Les jeunes agro-entrepreneurs ont également besoin d'appuis pour accéder durablement aux ressources naturelles. Une discrimination supplémentaire liée au sexe tend à cantonner les jeunes femmes à des métiers moins qualifiés et souvent plus laborieux même quand elles ont les compétences pour faire un travail de plus haut niveau qui mériterait d'être mieux rémunéré¹².

L'éducation en milieu rural toujours à la traîne

La réduction des budgets affectés à l'éducation et à la santé ainsi que le démantèlement des systèmes de vulgarisation publics ont abouti depuis plusieurs décennies à une population de jeunes faiblement instruits et à la stagnation du sous-secteur de l'agriculture à petite échelle¹³. La persistance des déficits en termes d'instruction et de formation en milieu rural constitue une menace à l'atteinte du deuxième Objectif du Millénaire pour le développement (assurer l'éducation primaire pour tous) ainsi que ceux du mouvement

10 *Future Agricultures: "Future Farmers? Exploring Youth Aspirations for African Agriculture"* (Agricultures du futur: "Agriculteurs du futur? Explorer les aspirations des jeunes pour l'agriculture africaine") (Policy brief 037, 2010).

11 Selon une évaluation indépendante et récente, le manque de données générées spécifiquement sur la jeunesse est perçu comme une défaillance généralisée des programmes ciblant les jeunes de la Banque mondiale (*World Bank Independent Evaluation Group: Youth Employment Programs: An Evaluation of World Bank and IFC Support*, Groupe indépendant d'évaluation de la Banque Mondiale: Programmes d'emploi des jeunes: une évaluation des appuis de la Banque Mondiale et de IFC Washington, DC, 2012).

12 UNESCO, *Youth and skills: Putting education to work* (Jeunesse et compétences: mettre l'éducation au travail) (Paris, 2012).

13 OIT, *Promotion de l'emploi rural pour réduire la pauvreté* (Genève, 2008) Op.cit.



©FIDA/Susan Beccio

“Education pour tous”¹⁴. Quand ils ne disposent pas des compétences fondamentales, comme celles de pouvoir analyser les informations et adopter de nouvelles technologies, il est moins probable que les jeunes bénéficieront de programmes de formation. Un défi tout aussi important concerne la mauvaise qualité et la pertinence limitée de l’éducation et de la formation disponibles en milieu rural. Ces désavantages sont particulièrement prononcés pour les jeunes femmes dont les chances d’acquérir une bonne éducation sont compromises par la charge de travail domestique et par les mentalités.

Le manque de vraies perspectives en milieu rural oblige souvent les jeunes ruraux à migrer L’importance de l’exode rural fait augmenter la pression sur les marchés du travail et des services en milieu urbain¹⁵. Pour que l’émigration soit un choix et non plus une obligation, il faut investir dans la création d’emplois décents pour les jeunes vivant en milieu rural. De nombreux jeunes ont une opinion négative du travail rural et agricole, souvent suite aux messages appris en classe ou venant de leurs parents (même de ceux qui travaillent dans l’agriculture) mais également après avoir observé une réalité où la faible croissance des productivités agricoles limite les perspectives ouvertes aux jeunes ruraux. Leur vision est également influencée par la réalité de la vie rurale d’aujourd’hui, caractérisée par un manque d’infrastructures, de moyens de communication et de possibilité de loisirs. Il faut prendre des mesures visant à modifier la façon dont les jeunes perçoivent les zones rurales et les opportunités qu’elles offrent, surtout si les secteurs agricoles et non agricoles ouvrent de nouvelles perspectives aux jeunes diplômés¹⁶.

Les approches politiques

Favoriser la participation des jeunes ruraux – femmes et hommes – à tous les niveaux de la société

A. Sensibiliser les parties prenantes locales, régionales et nationales à l’importance de la participation des jeunes

- ▲ Aider les réseaux de jeunes à développer leurs capacités techniques et financières;
- ▲ Exiger que tous les programmes/projets pour le développement rural envisagent des lignes budgétaires et des indicateurs d’effet pour les jeunes en tant que groupe-cible spécifique;
- ▲ Faciliter la création de réseaux de représentants de la jeunesse rurale (Encadré 2);
- Exiger que la voix des réseaux de jeunesse rurale soit entendue lors des débats politiques;
- Exiger que des jeunes ruraux fassent partie intégrante des débats non seulement sur les problématiques liées à la jeunesse mais sur le développement rural en général.

B. Inclure des jeunes, femmes et hommes, dans le processus de consultation

- ▲ Faciliter la participation de jeunes femmes et hommes aux projets et programmes pour le développement, aux stades de la conception, de la mise en œuvre et du suivi-évaluation;
- ▲ Impliquer les Ministères de la jeunesse, de l’agriculture, du travail, de l’éducation et du développement communautaire dans la formulation, la mise en œuvre et la revue des programmes et projets pour le développement;

14 OMD 2 = Assurer l’éducation primaire pour tous. Le mouvement Education pour tous (EFPT), géré par l’UNESCO envisage six objectifs que l’on peut consulter sur le site <http://www.unesco.org/new/fr/our-priorities/education-for-all/>

15 Cela est particulièrement le cas à un moment où la crise économique et financière mondiale rend encore plus difficile l’accès des jeunes à des emplois non agricoles. Le taux de chômage des jeunes sont montés en flèche partout dans le monde.

16 Tadele, G. et Gella, A.A. *A Last Resort and Often not an Option at all: Farming and Young People in Ethiopia* (Agriculture et jeunesse en Ethiopie: un dernier recours mais pourtant pas vraiment une solution); IDS Bulletin, Volume 43, Issue 6, pp. 33-43, Sussex, 2012).

Encadré 2. Le réseau mondial des jeunes pour l'innovation

Un an après l'atelier organisé par le FIDA sur l'entrepreneuriat des jeunes ruraux à Carthagène (Colombie), le Réseau mondial des jeunes pour l'innovation (GYIN, Global Youth Innovation Network) a été établi en octobre 2011, lors d'une conférence à Cotonou (Bénin). Lancée par le FIDA en partenariat avec Phelps Stokes, cette plateforme dirigée par des jeunes vise à mettre en valeur l'énergie des jeunes au profit du changement et des transformations dans leurs communautés. Les membres du GYIN sont variés et incluent des jeunes entrepreneurs, des organisations de producteurs agricoles, des ONG, des représentants gouvernementaux et des organisations internationales opérant dans les pays en développement. Le GYIN offre l'opportunité aux jeunes de réseauter entre eux et avec d'autres partenaires. Il facilite la mise en relation des jeunes avec les planificateurs et les décideurs, leur permettant ainsi de participer aux discussions politiques et aux initiatives visant à promouvoir leur autonomisation économique. Selon les participants, les personnes chargées de la formulation des politiques prennent maintenant mieux et plus sérieusement en compte leurs opinions. Depuis la conférence de Cotonou, les membres de GYIN entendent:

- utiliser l'Internet pour créer une communauté GYIN à l'échelle mondiale;
- relier directement les jeunes à des entreprises nationales et multi-nationales pour la mise en place de partenariats et de collaborations;
- créer un Fonds mondial pour l'innovation afin d'améliorer l'accès des jeunes aux financements;
- étendre le réseau et planifier la prochaine conférence.

Pour plus de détails, voir www.programs4africa.org/node/75.

- Intégrer les problématiques de la jeunesse et du travail dans les politiques et processus de planification pour le développement agricole et rural;
- Créer un espace d'expression pour les jeunes des peuples autochtones en valorisant leurs savoirs traditionnels, surtout dans le domaine de la gestion durable des ressources naturelles.

C. Faciliter l'organisation des jeunes, femmes et hommes, vivant en milieu rural

- ▲ Renforcer les capacités des groupements de jeunes;
- ▲ Faciliter des partenariats entre les organisations paysannes locales et les groupements de jeunes;
- ▲ Exiger que les jeunes soient acceptés comme membres de coopératives et de groupements de producteurs, d'associations de travailleurs, de groupements d'épargne, de groupements féminins, et aider ces groupements à assurer l'émancipation de leurs jeunes membres¹⁷;
- Aider les groupements de jeunes à participer activement aux processus de prise de décision, y compris aux débats politiques;
- Créer des plateformes permettant aux jeunes ruraux de différentes régions de partager des informations.

Etablir des mesures pour aider les jeunes femmes et hommes en milieu rural à générer des revenus agricoles et non agricoles

A. Lever les contraintes qui bloquent l'accès des jeunes à la terre

- ▲ Développer des formations et appuis techniques permettant de promouvoir des activités génératrices de revenus qui exigent peu ou pas de terre pour être rentables;

¹⁷ La Session dédiée aux jeunes du Forum Paysan de 2012 (FIDA, Rome) a recommandé que les organisations de producteurs agricoles et rurales établissent un quota d'au moins 30% de jeunes dans leurs organes de prise de décision.

Encadré 3. Des jeunes gérants d'associations de services financiers (ASF)

Le Programme de finance rurale et développement communautaire financé par le FIDA en Sierra Leone utilise plusieurs associations de services financiers (ASF) pour appuyer le développement de solutions financières appropriées et gérées par les communautés. L'ASF est une institution financière par actions établie au niveau local et légalement reconnue, ayant pour fonction d'offrir une gamme de services financiers. Fondée sur des principes locaux et informels (règles, coutumes et capital social), elle introduit des méthodologies bancaires modernes. Chaque ASF appuyée par le programme dispose d'un gérant et d'un caissier âgés de 21 à 29 ans et formés par le programme. De tels investissements dans la durabilité des ASF favorisent également l'intégration des jeunes au sein de leur communauté. A ce jour, 46 ASF détenues et gérées par des jeunes ont été établies dans le cadre du programme.

Pour plus de détails, voir <http://operations.ifad.org/web/ifad/operations/country/project/tags/sierra%20leone/1310/project%20overview>.

- ▲ Organiser des sessions de formation adaptées aux besoins des jeunes propriétaires fonciers;
- Concevoir des mécanismes pour faciliter les transferts de terre entre générations. Ces politiques devront prévoir des mesures assurant la sécurité des générations précédentes¹⁸;
- Travailler avec des groupements de jeunes pour développer des mécanismes novateurs pour faciliter leur accès à la terre.

B. Favoriser l'accès des jeunes aux financements

- ▲ Organiser des cours d'éducation financière pour les jeunes ruraux;
- ▲ Dans la mesure du possible, lier l'octroi de micro-crédits avec des programmes de formation destinés aux jeunes¹⁹;
- Intégrer l'éducation financière dans les curricula des écoles en milieu rural;²⁰
- Développer des partenariats avec des institutions financières pour promouvoir l'inclusion des jeunes et pour développer des produits financiers adaptés à leurs besoins;
- Appuyer la mise en place d'institutions financières appropriées et gérées localement dont des postes de gestion sont occupés par des jeunes (voir Encadré 3).

C. Créer un environnement propice aux jeunes entrepreneurs

- ▲ Faciliter l'utilisation des technologies de l'information et communication (TIC) dans le secteur agricole et dans les services en amont et en aval des filières²¹;

18 Le Programme jeunes entrepreneurs ruraux et fonds foncier mené par le Gouvernement du Mexique en collaboration avec la Banque mondiale constitue un exemple instructif (<http://siteresources.worldbank.org/EXTARD/Resources/Note23.pdf>) tout comme le Registre National des travailleurs et employeurs ruraux en Argentine (IUTA: Workers and Unions on the Move: Organising and defending migrant workers in agriculture and allied sectors, Travailleurs et leurs unions en action: organiser et défendre les travailleurs migrants dans l'agriculture et secteurs associés p.36) (Genève, 2008).

19 Cette mesure pourrait être particulièrement bénéfique aux jeunes femmes en favorisant leur accès aux ressources.

20 Par exemple, Freedom from Hunger, une ONG basée aux Etats Unis, a lancé, en partenariat avec la Fondation MasterCard, l'initiative AIM Youth (Advancing Integrated Microfinance for Youth) pour l'adaptation aux conditions locales d'un curriculum pour l'éducation financière en l'associant à une offre de produits financiers faits sur mesure, y compris l'épargne. Pour plus de détails, voir <https://www.freedomfromhunger.org/aim-youth>.

21 Les jeunes, largement à cause de leur facilité à adapter de nouvelles technologies, ont déjà démontré leur potentiel dans ce domaine. Il s'agit d'un domaine où les jeunes peuvent utiliser des technologies modernes pour résoudre une gamme de problèmes liés au manque d'informations et aux coûts de transaction élevés. Pour ne citer qu'un exemple: voir <http://ictupdate.cta.int/en/Feature-Articles/Tech-solutions-to-agricultural-growth/65/1335191042>.



©FIDA/Susan Beccio

- ▲ Renforcer les capacités des prestataires de services d'appui conseil en business à appuyer les jeunes entrepreneurs;
- ▲ Créer des liens entre les entrepreneurs, les prestataires d'appui conseil et les groupements de jeunes;
- ▲ S'assurer que les activités génératrices de revenus proposées aux jeunes soient accompagnées de formation technique, d'un meilleur accès aux facteurs de production, à la terre et à des services financiers appropriés et de la promotion d'institutions ouvertes aux besoins spécifiques des jeunes;
- Développer des mécanismes visant à réduire les risques rencontrés par les jeunes entrepreneurs;
- Faire des investissements "sur mesure" pour aider les jeunes à saisir de nouvelles opportunités offertes par les technologies vertes et l'agro-écologie²²;
- Au sein des filières, tant en aval qu'en amont, promouvoir de nouveaux maillons propices aux jeunes (par ex. ceux qui utilisent moins de terre et qui sont peu exigeants en capital de démarrage).

Fournir aux jeunes ruraux une éducation et des formations pertinentes en rapport avec les besoins du marché du travail

- A. Construire les compétences de base des jeunes ruraux dès leurs premières années de scolarité²³
 - Réduire les coûts directs et indirects de la scolarisation²⁴;

22 Dans des secteurs comme l'agriculture et la sylviculture, une évolution vers une économie verte pourrait créer un nombre plus élevé d'emplois à court, moyen et long termes (PNUÉ: Towards a Green Economy: Pathways to Sustainable Development and Poverty Eradication: A Synthesis for Policy Makers – Vers une économie verte: des voies pour un développement durable et l'éradication de la pauvreté. Une synthèse pour les décideurs politiques (Nairobi, 2011)). En raison de leur ouverture d'esprit à de nouvelles idées et de leur capacité d'innovation, les jeunes sont particulièrement indiqués pour ce nouveau domaine qui reste cependant largement non exploité, malgré le potentiel de ces innovations écologiques pour la création d'emplois décents et pour le lancement de modèles plus durables pour le développement agricole et rural.

23 Les jeunes ayant une bonne base en calcul et lecture seront plus à même de valoriser des programmes de formation agricole et non agricole et ils auront plus de chances de trouver un emploi dans le secteur non agricole en milieu rural (UNESCO, 2012).

24 Les coûts indirects de scolarité (uniformes, matériels et coûts d'opportunité liés à la renonciation de leur contribution aux activités économiques de la famille) peuvent constituer une barrière importante à la scolarisation des enfants, même si les coûts directs (frais scolaires) sont éliminés.



©FIDA/Susan Beccio

- Mettre en place des mesures incitatives pour favoriser la scolarisation des filles (repas gratuits, toilettes séparées, sécurité du trajet et à l'école, plus de femmes enseignantes, un curriculum et des approches d'enseignement intégrant les problématiques de genre);
 - Utiliser des mesures conditionnelles de protection sociale (ex: des cantines scolaires) pour faciliter l'accès à l'éducation et réduire les risques pour les familles rurales;
 - Lancer des programmes d'école de la seconde chance pour les jeunes risquant de devoir abandonner l'école, y compris pour les jeunes femmes en situation de mariage ou de grossesse précoces.
- B. Adapter les programmes d'éducation et de formation aux réalités de la vie rurale**
- ▲ Si possible, organiser les formations dans des installations disponibles localement et tenir compte des contraintes locales de mobilité, de coûts et d'emploi du temps en accordant une attention particulière aux contraintes liées à la charge de travail domestique et non rémunéré des jeunes femmes;
 - Redéfinir la façon dont l'agriculture est présentée dans l'éducation et les formations en milieu rural; transmettre une vision moderne du secteur et l'intégrer dans les enseignements scientifiques, d'entrepreneuriat et de développement personnel (Encadré 4);
 - Adapter l'année scolaire au cycle de production en agriculture;
 - Incorporer, dans l'éducation formelle et informelle, des matières essentielles pour la transformation de l'agriculture et des secteurs ruraux non agricoles comme l'entrepreneuriat, l'agriculture écologique et l'utilisation d'innovations vertes;
 - Adapter les formations aux besoins du secteur privé, surtout ceux des micro, petites et moyennes entreprises (MPME), en y intégrant une gamme plus large de compétences (business, marketing, développement personnel), en impliquant le secteur privé lors des formations et en ajoutant aux programmes des activités visant à faciliter l'insertion professionnelle après la formation.
- C. Améliorer les systèmes d'éducation et de formation formels et informels**
- Augmenter les possibilités offertes aux jeunes, et plus particulièrement aux jeunes femmes, de se former comme enseignants et formateurs;
 - Créer des incitations (primes, salaires plus élevés, logements subventionnés, téléphones portables) pour encourager les enseignants et formateurs à accepter un poste dans une zone rurale et enclavée;

Encadré 4: Les écoles pratiques d'agriculture et d'apprentissage à la vie pour les jeunes (JFFLS)

L'école pratique d'agriculture et d'apprentissage à la vie est une méthodologie simple pour aider les enfants et jeunes vulnérables à maîtriser l'agriculture et à devenir autonomes dans la vie. La méthodologie est fondée sur l'approche de "classes vivantes" où les étudiants observent les cultures pendant la saison végétative avec l'aide d'un facilitateur. La mise en relation des thèmes agricoles avec les situations de la vie courante permet aux étudiants de passer aisément d'une discussion sur la protection des plantules à la protection de leur propre corps contre des maladies et d'autres situations dangereuses. L'école renforce la confiance en soi et les capacités à résoudre les problèmes des étudiants en leur permettant de proposer des solutions (ex: pour libérer les cultures des insectes ou des maladies) et de défendre leurs positions devant leurs pairs. A ce jour, l'approche a été introduite dans 17 pays, avec la création de 300 écoles et la formation de 2 000 formateurs. Environ 25 000 jeunes, femmes et hommes, ont suivi ces enseignements.

Pour plus de détails, voir <http://www.fao-ilo.org/fao-ilo-youth/fao-ilo-jffls/fr/>.

- Cibler des jeunes ruraux comme enseignants et vulgarisateurs, car des personnes originaires du milieu rural sont généralement plus ouvertes à l'idée de rester sur place que des enseignants ou formateurs originaires de la ville;
- Impliquer les habitants locaux, y compris les jeunes, dans la planification des programmes d'éducation et construire des partenariats entre les écoles et les communautés²⁵;
- Introduire de nouvelles compétences dans les programmes d'apprentissage formels et informels en améliorant les pratiques des maîtres-artisans et en développant, avec eux, des normes communes y compris pour les évaluations et la certification²⁶;
- Encourager les jeunes femmes à entreprendre des formations dans les secteurs traditionnellement réservés aux hommes et vice versa;
- Exploiter les TIC pour aider les jeunes ruraux à accéder à des formations modernes sans se déplacer de chez eux²⁷.

D. Cibler les jeunes ruraux, femmes et hommes, pour la formation professionnelle

- ▲ Favoriser une participation prioritaire des jeunes aux formations en offrant aux prestataires de services des primes pour chaque jeune formé;
- ▲ Coupler les programmes de formation avec une offre de financements pour les nouvelles entreprises dirigées par des jeunes;
- ▲ Impliquer les organisations de jeunes dans les programmes de formation (Encadré 5);
- S'assurer que les formations en milieu rural couvrent à la fois les aspects des secteurs agricoles et non agricoles;
- Créer et développer des systèmes d'apprentissage pour les jeunes (Encadré 6).

25 Pour plus de détails, voir UNESCO International Institute for Educational Planning, IIEP Newsletter, Vol. XXIX, N. 3 (septembre-décembre 2011).

26 Pour plus d'informations sur la capacité des systèmes d'apprentissage en milieu rural à créer des opportunités de qualité pour les jeunes, femmes et hommes, voir OIT: "Développement des compétences pour l'emploi - note d'orientation pour les politiques: L'amélioration des systèmes d'apprentissage informel." http://www.ilo.org/skills/pubs/WCMS_180569/lang--fr/index.htm.

27 A titre d'exemple, le Savannah Young Farmers network (SYFN) au Ghana utilise des TIC pour disséminer un appui-conseil adapté aux besoins des jeunes paysans en utilisant des technologies d'audioconférence. Pour plus de détails voir <http://ictupdate.cta.int/fr/Feature-Articles/An-attractive-opportunity>.

Encadré 5. Développement de l'entrepreneuriat des jeunes ruraux au Sénégal

Le projet de Promotion de l'entrepreneuriat des jeunes (PROMER) appuyé par le FIDA vise à créer des entreprises viables et des emplois décents dans certaines zones rurales affectées par la pauvreté au Sénégal. En partenariat avec le BIT, le projet a adapté au milieu rural sénégalais la méthodologie "Gérer mieux votre entreprise" (GERME)²⁸, en visant spécifiquement les jeunes, femmes et hommes. Dans ces formations ayant pour but la création d'entreprises viables et créatrices d'emplois, l'accent a été mis sur le renforcement des compétences des prestataires locaux de services à l'entreprise et sur l'assistance visant à permettre aux petits entrepreneurs existants et potentiels d'accéder à ces services. Des mesures complémentaires ont consisté en la création d'organisations d'employeurs pour représenter les jeunes entrepreneurs et les aider à ouvrir des opportunités de marché, pour mener des activités de lobbying auprès des autorités locales et pour favoriser la création d'emplois décents au sein des MPME. A ce jour, 160 représentants des organisations professionnelles ont été formés et 38 organisations de producteurs ont bénéficié d'appuis. 1 500 MPME et 4 000 emplois ont été créés, dont 63% pour des jeunes.

Pour plus d'informations, voir <http://operations.ifad.org/web/ifad/operations/country/project/tags/senegal/1308/project%20overview>.

Encadré 6. Formation sur-le-tas pour les jeunes

La population de Madagascar a augmenté de 300% depuis 30 ans et on prévoit un doublement d'ici à 2030. Dans ce contexte, la création d'opportunités pour les quelques 300 000 jeunes qui entrent dans le marché du travail chaque année devient une préoccupation importante. Ces jeunes ont besoin de travail et de compétences pratiques. Pour faire face à ce défi, le Programme de soutien aux pôles de micro-entreprises rurales et aux économies régionales (PROSPERER) appuyé par le FIDA à Madagascar a commencé par une analyse des besoins en main-d'œuvre des petites entreprises et de comment ces besoins pourraient être comblés par des jeunes femmes et hommes. Le programme a ensuite appuyé la mise en place d'un système d'apprentissage affectant des jeunes à des petites entreprises pour y recevoir une formation pratique "sur-le-tas" tout en travaillant pour l'entreprise. Des jeunes ont été ainsi formés dans des secteurs comme la poterie, la fabrication d'outils agricoles, la tenue d'un commerce, la fabrication de chaussures, l'agriculture et la vannerie. En plus des compétences techniques, ils ont appris la gestion d'une entreprise à petite échelle. Environ 1 000 jeunes apprentis ont déjà été formés sur les 8 000 prévus avant la fin du programme en 2015. On estime qu'un total de 54 000 petites entreprises bénéficieront du programme.

Pour plus d'informations, voir la vidéo: PROSPERER - Bâtir l'avenir
<https://www.youtube.com/watch?v=ayfczqw9e4U>.

28 Pour plus d'informations, voir www.ilo.org/empent/areas/start-and-improve-your-business/lang-fr/index.htm.

Accroître les alternatives offertes aux jeunes migrants en adoptant des mesures de développement intégrées aux territoires qui améliorent la qualité de vie en milieu rural

A. Promouvoir l'emploi décent en milieu rural

- Étendre aux zones rurales la réglementation (par la diffusion de la loi et en pratique) sur les droits des travailleurs et les conditions d'emploi ainsi que le dialogue social;
- Promouvoir l'investissement public et privé dans l'agriculture et le développement rural en s'assurant que les emplois créés sont socialement responsables;
- Adopter des approches de planification et des politiques qui reconnaissent non seulement les complémentarités entre les foyers ruraux et urbains, mais qui réduisent aussi les facteurs incitant les ruraux à migrer vers les zones urbaines tout en offrant de meilleures conditions de vie dans les villes;
- Collaborer avec les entreprises privées pour promouvoir la responsabilité sociale au sein de l'entreprise, y compris l'amélioration des conditions de travail et l'équilibre entre vies professionnelle et personnelle des employés;
- Dans le cadre des programmes pour le développement agricole et rural, promouvoir les quatre piliers pour un travail décent développés par l'OIT (création d'emplois, garantie des droits sur le lieu de travail, extension des protections sociales et promotion du dialogue social).

B. S'assurer que les zones rurales sont équipées en infrastructures essentielles

- Veiller à la mise en place d'infrastructures et de services de base, comme les voies de communication (routes et pistes), le logement et les structures sanitaires, l'approvisionnement en eau et électricité;
- Elargir l'accès à internet aux zones rurales et favoriser l'accès des jeunes ruraux aux ordinateurs et aux TIC;
- Promouvoir les innovations et infrastructures pouvant réduire la charge de travail au sein du ménage et promouvoir une division plus équitable des responsabilités en insérant la sensibilisation au genre dans les curricula des formations rurales;
- Créer des espaces publics où les jeunes pourront se rencontrer. Organiser, en consultation avec les jeunes, des divertissements et événements culturels.

C. Développer des mesures d'appui et de protection pour les migrants jeunes

- Incorporer, dans les systèmes de statistiques nationaux, des données et informations ventilées par sexe et âge sur la migration et l'emploi des ruraux jeunes;
- Mettre en œuvre des mesures pour garantir la sécurité du transport des migrants jusqu'à leur destination;
- Faciliter les transferts de fonds des migrants à travers des canaux sécurisés et peu coûteux;
- Améliorer les compétences en éducation financière des migrants et des destinataires des transferts de fonds de migration²⁹;
- Développer des services pour favoriser la réintégration des migrants dans leur communauté³⁰ et l'investissement dans le développement rural des fonds issus de l'immigration;
- Faciliter la création de réseaux d'appuis pour aider les migrants à accéder à des informations et services pertinents.

29 Voir le projet appuyé par le FIDA intitulé *Mobilising Migrant Resources towards Agri-based Cooperatives in the Philippines* (Mobiliser les ressources des migrants à travers des coopératives agricoles aux Philippines): www.atikha.org/projects/ifad/mobilizing-migrant-resources-towards-agri-based-cooperatives-in-the-philippines.html.

30 Cette mesure est particulièrement pertinente à la lumière du phénomène de migration inverse observé depuis le début de la crise financière et économique mondiale en 2007 (ILO: *Skills for Employment Policy Brief: Increasing the employability of disadvantaged youth*, BIT: Compétences pour l'emploi - Éléments de politique: Améliorer l'employabilité des jeunes défavorisés, Genève, 2011).



©FIDA/Santiago Albert Pons

Sources d'informations et exemples de bonnes pratiques

Ressources du FIDA

Faciliter l'accès des jeunes ruraux aux activités agricoles. Synthèse des résultats du projet exécuté par le Mouvement international de la jeunesse agricole et rurale catholique (MIJARC) en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le FIDA (FIDA, 2012). http://www.ifad.org/farmer/2012/youth/report_f.pdf

Nourrir les générations futures: jeunes ruraux aujourd'hui, agriculteurs productifs et prospères demain, Document de travail pour les discussions au Conseil des Gouverneurs du FIDA, 2011 (FIDA, 2011) <http://www.ifad.org/gbdocs/gc/34/f/concept.pdf>

Investing in the future: Creating opportunities for young rural people (Investir dans le futur: créer des opportunités pour les jeunes ruraux) (document seulement en anglais) (FIDA, 2010): <http://www.ifad.org/pub/ruralityouth/future.pdf>

Promoting decent and productive employment of young people in rural areas: a review of strategies and programmes (Promouvoir un emploi décent et productif pour les jeunes en zone rurale: revue des stratégies et des programmes), Rapport d'atelier (FIDA et OIT, 2012) en anglais: <http://www.ifad.org/events/employment/summary.pdf>

Note en français: http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/documents/publication/wcms_182753.pdf

Rapport sur la pauvreté rurale 2011: Nouvelles réalités, nouveaux défis: de nouvelles chances pour la prochaine génération (FIDA, 2011). <http://www.ifad.org/rpr2011/f/>

Autres sources

La population jeune en Afrique: Risque ou opportunité? (Population Reference Bureau, 2007) http://www.prb.org/pdf07/africasyouthpop_fr.pdf

Tendances mondiales pour l'emploi des jeunes: numéro spécial sur l'impact de la crise économique mondiale sur les jeunes (OIT, 2010). http://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS_143358/lang--fr/index.htm et (OIT, 2013) <http://www.ilo.org/global/research/global-reports/global-employment-trends/youth/2013/lang--fr/index.htm>

Investir dans les jeunes pour accélérer le développement rural Note d'orientation rurale (OIT, 2012) http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/documents/publication/wcms_182753.pdf

Listening to youth: Market research to design financial and non-financial services for youth in sub-Saharan Africa (A l'écoute des jeunes: Etude de marché pour concevoir des services financiers et non financiers à destination des jeunes en Afrique sub-saharienne) (UNCDF, 2011). <http://www.microfinancegateway.org/p/site/m/template.rc/1.1.14834/> (en anglais)

Rural Youth Employment in Developing Countries: A global view (L'emploi et les jeunes ruraux dans les pays en développement: Une vue d'ensemble) (FAO, 2010).

<http://www.fao.org/docrep/012/al414e/al414e00.pdf> (en anglais)

Small-scale farming and youth in an era of rapid rural change (L'agriculture à petite échelle dans un ère de changements rapides en milieu rural) (F. Proctor and V. Lucchesi, International

Institute for Environment and Development, IIED; et Hivos, 2012).

<http://pubs.iied.org/pdfs/14617IIED.pdf> (en anglais)

Youth Employment Programs: An Evaluation of World Bank and IFC Support (Les programmes pour l'emploi des jeunes: Une évaluation des appuis de la Banque Mondiale et de l'IFC) (World Bank Independent Evaluation Group, 2012).

<http://ieg.worldbankgroup.org/content/ieg/en/home/reports/ye.html> (en anglais)

Jeunes et compétences: L'éducation en action, Rapport mondial de suivi du programme 'Education pour tous', Chapitre 7: Les compétences nécessaires pour les jeunes ruraux - une voie pour sortir de la pauvreté (UNESCO, 2012). Résumé en français

<http://unesdoc.unesco.org/images/0021/002175/217509F.pdf>. Le rapport complet est également disponible en français.

Couverture:

Ce jeune soudeur ghanéen a été formé pour fabriquer du matériel de transformation agro-alimentaire.

©FIDA/Nana Kofi Acquah

Contact:

Rosemary Vargas-Lundius

Coordinatrice principale de recherche

Département de la Stratégie et de la Gestion des Savoirs

FIDA

Tél: +39 06 5459 2454

Courriel: r.vargaslundius@ifad.org

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Fonds international de développement agricole des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Les appellations de pays "développés" et "en développement" sont employées à des fins de commodité statistique et ne reflètent pas nécessairement un jugement quant au stade atteint par tel ou tel pays ou telle ou telle région dans le processus de développement. La présente publication peut être reproduite en tout ou en partie sans l'autorisation préalable du FIDA, à condition que la source soit indiquée par l'éditeur et qu'une copie du texte publié soit envoyée au FIDA.



Fonds international de développement agricole

Via Paolo di Dono, 44 - 00142 Rome, Italie

Tél: +39 06 54591 - Fax: +39 06 5043463

Courriel: ifad@ifad.org

www.ifad.org

www.ruralpovertyportal.org

 ifad-un.blogspot.com

 www.facebook.com/ifad

 [instagram.com/ifadnews](https://www.instagram.com/ifadnews)

 www.twitter.com/ifadnews

 www.youtube.com/user/ifadTV

